



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 414 du 2 janvier 2026

Nos vœux pour que le soulèvement d'Iran contre la vie chère et le régime des Mollahs fasse de 2026 une nouvelle étape vers la mondialisation des révoltes

Macron n'avait rien à dire et il n'a rien dit pour ses vœux de fin de règne alors qu'il poursuit inexorablement sa chute sans même être sûr, malgré la solidité antidémocratique des institutions qu'il a vantées, de tenir jusqu'en 2027, tentant de conjurer le sort en affirmant qu'il resterait « *jusqu'à la dernière seconde* ». Débarqué, son gouvernement d'équilibristes ne trouve un appui instable que dans une majorité composite de députés qui partagent le même acharnement à rester en place en évitant la dissolution pour sauver leur sinécure. Se voulant grave et solennel, il a réaffirmé, face « *au retour des empires, à la remise en cause de l'ordre international, un monde de guerres commerciales, de compétition technologique, souvent d'instabilité* », sa politique militariste et guerrière pour le réarmement. À la veille de la nouvelle réunion de la « *coalition des volontaires* » de soutien à l'Ukraine, à Paris, le 6 janvier, alors que la France prenait ce 1^{er} janvier la présidence du G7, il se fait le champion de « *l'Europe de la défense* ». Il tente désespérément de se construire une stature internationale pour sauver, sinon son pouvoir, son image au nom de la défense de « *notre indépendance et de nos libertés* », affirmant vouloir « *renforcer le lien entre les armées et la nation* », développer le service national pour embrigader la jeunesse, la « *protéger* » des réseaux sociaux.

En ce début d'année, un nouvel acte de la comédie parlementaire s'ouvre pour imposer, quelle que soit la méthode, probablement un « *49.3 négocié* » avec le PS, un budget d'austérité contre les travailleur-ses, les classes populaires et les plus démunis au service du patronat et du militarisme. Nous sommes loin des phrases hypocrites et doucereuses de Macron souhaitant une « *une nation plus solidaire* » ! Dans la nuit du 24 au 25 décembre, à Reims, un homme de 34 ans est mort alors qu'il dormait dehors. Il vivait à la rue depuis des années. Son décès vient -selon le décompte tenu par le collectif Les Morts de la Rue- s'ajouter à ceux de près de 750 personnes mortes dans la rue depuis le 1^{er} janvier 2025. Image de cette société pourrie et de ce pouvoir corrompu où l'État soumis au CAC40 est incapable d'assurer la protection de toutes et tous même quand il suffirait de réquisitionner temporairement des logements vacants.

Cette dictature de la propriété capitaliste plonge l'ensemble de la société dans une régression économique, conséquence de la financiarisation de l'économie et du parasitisme du capital qui engendrent la crise sociale et politique qui ne peut que s'aggraver en 2026. Macron s'est résigné à sa fin grotesque, la passation du pouvoir au RN ou à l'union des extrêmes droites, lui qui s'était fait élire pour leur barrer la route avec la complicité des dupes consentantes de la gauche en déroute.

La logique implacable des rapports de classe poursuit son œuvre tant que la classe ouvrière n'est pas en mesure d'inverser le rapport de force.

C'est bien là l'enjeu vital de l'année qui commence pour mettre fin à cette logique destructrice et prédatrice, à cette folle course à l'accumulation des capitaux, à cette concentration sans fin de richesses entre quelques mains au détriment de toute la société qui conduit au krach globalisé.

La politique de l'État et de la finance maintient les profits de façon artificielle en augmentant la dette tant publique que privée et gonfle ainsi sans cesse la masse des capitaux qui ne peuvent trouver d'investissement productif et cherchent de nouveaux profits dans la spéculation, l'IA ou l'armement.

Étouffant sous la masse de capitaux improductifs, les capitalistes accélèrent les suppressions d'emplois en utilisant à plein régime les outils que les différents gouvernements ont complaisamment mis à leur disposition. Il y aurait eu plus de 500 000 ruptures conventionnelles en 2024, 900 000 licenciements pour motifs non économiques sur les deux dernières années.

Ils procèdent aussi à la destruction des outils de production : avec 564 plans de licenciements en 2024, on est au plus haut depuis 2017 avec, qui plus est, une moyenne record de 100 salarié-es par plan. Les faillites d'entreprises sont plus nombreuses que lors de la crise de 2008-2009. Les licenciements industriels s'accompagnent de la suppression de trois à cinq emplois induits notamment dans les services publics et les commerces.

Suppressions d'emplois en cascade, précarisation massive et contournement du droit du travail : derrière les

discours lénifiants de Macron, le monde du travail est la cible d'une offensive patronale généralisée.

L'accumulation de capitaux se réalise sans accroître la richesse réelle au prix d'une lutte féroce pour le partage de la plus-value produite par le prolétariat mondial, la guerre commerciale et son corollaire la guerre militaire, la guerre pour le contrôle de l'énergie et des matières premières.

Les classes dominantes paniquent dans cette fuite en avant sans débouché ni avenir, envahies par la peur et la haine des prolétaires dont les révoltes, les soulèvements les menacent. Elles cherchent à conjurer le sort en répandant leur propre haine, leurs peurs, leurs fantasmes contre les migrant-es, les femmes, le racisme, le masculinisme, le nationalisme pour déployer leur violence de classe. Leur complicité active avec Israël et le sionisme dans le génocide du peuple palestinien, pour lequel Macron n'a pas trouvé un mot à dire, devient une ligne de démarcation idéologique complément de leur guerre contre les migrant-es, guerre contre tous-tes les travailleur-ses. « *L'air du temps* » dit Macron, auquel il demande de résister alors qu'il s'en fait un des acteurs, acteur de la trumpisation sociale, politique et idéologique du pays qui ouvre la voie à celles et ceux qui se livrent une bataille acharnée pour en devenir le leader.

Aveuglés par leur crainte, ils ne voient même pas qu'ils courent à leur propre perte.

Ils n'ont aucune réponse à la régression capitaliste qu'ils prétendent résoudre, ils n'ont aucune possibilité d'anticiper le krach à venir si ce n'est l'accentuation des politiques qui y conduisent.

Le monde ainsi que ce pays ne sont pas confrontés à une simple crise économique que le capitalisme pourrait surmonter comme il le fit dans le passé. Nous sommes confrontés à la faillite historique du mode de production fondé sur la propriété privée, l'État national, la division de la société en classes, la course au profit et la concurrence.

Le capitalisme a atteint ses limites tant sur le plan géographique que social. L'avenir du capitalisme tel que l'anticipaient Marx et Engels se déroule sous nos yeux : « *L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est*

obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. »¹

La faillite annoncée du capitalisme prépare l'essor de la révolution socialiste qui sera le produit des processus d'auto-organisation des jeunes, des femmes, des travailleur-ses des villes et des campagnes déjà engagés à l'échelle internationale. Ce renouveau des luttes de classes est à la fois la conséquence et la démonstration du fait que c'est bien l'ensemble du mode de production capitaliste qui est en train de s'effondrer, de la nécessité aussi de réorganiser la façon dont l'humanité produit et échange pour satisfaire ses besoins dans le respect de la nature donc d'elle-même.

Loin de se sentir responsables de cette faillite du capitalisme et de se plier aux injonctions des classes dominantes et de leurs serviteurs parlementaires ou syndicalistes partisans du dialogue social, les travailleur-ses, la jeunesse ont toutes les raisons de se battre pour leurs droits et leurs conditions de vie, contre la guerre, sans craindre la déroute de leur propre bourgeoisie.

Eux et eux seuls sont en mesure d'apporter une réponse à la faillite du capitalisme et de construire un nouveau mode de production sur les ruines de la propriété privée et de l'État, le socialisme, le communisme.

Le soulèvement contre la vie chère de petits commerçants, d'ouvriers, d'employés, de la jeunesse étudiante en Iran qui a surgi à la fin de 2025 participe de cette lutte. Des centaines de milliers de manifestants et de manifestantes défient à nouveau la République islamique avec un courage et une détermination qui appellent la solidarité au mépris des manœuvres de Trump ou d'Israël, des amis de l'ancienne dictature du Shah. Le régime aux abois déploie ses sinistres milices des Gardiens de la Révolution qui ont fait au moins six morts. Il a décrété la mise en congés du pays jusqu'à dimanche.

Ainsi que l'écrit le réalisateur iranien Jafar Panahi, Palme d'or du dernier festival de Cannes, banni de son pays : « *La douleur commune s'est muée en cri dans la rue. Depuis quatre jours, le peuple se tient debout, non pour se plaindre, mais pour réclamer le changement. Cette révolte est une volonté qui a décidé de persévérer, d'avancer et de faire avancer l'histoire* ».

Yvan Lemaitre

1 Manifeste du Parti communiste, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm>